

26 janvier 2015

Note à l'attention de Monsieur le Président de la République

Objet : le moment d'une refondation ?

⇒ La réponse apportée aux attentats pourraient laisser une trace durable sur l'image présidentielle, à condition qu'elle soit entretenue (ce ne sera pas automatique). Mais les attaques sont aussi intervenues sur un terreau social, politique et économique très fragile, dont rien, ces derniers jours, n'a été de nature à résorber ces fractures.

En particulier :

- Les Français ont mis en sourdine, dans l'immédiat, leurs critiques envers la classe politique : ils avaient besoin de trouver des refuges. Mais leurs jugements n'ont pas changé. La classe politique est rejetée ; le système politique vu comme à bout de souffle (la cote de confiance envers les partis était, avant les attentats, de 9%). Les Français reviendront très vite à réclamer un renouveau profond du système et des pratiques politiques, qu'ils ne voient pas venir.
- Le moment économique est décisif : si le retournement ne se fait pas au cours de cette année, ce sera trop tard pour espérer des résultats avant 2017. Il ne pourra s'opérer que dans un mouvement européen coordonné (en particulier avec l'Allemagne). La loi Macron est vue comme un premier pas, mais insuffisant : le geste historique fait par la BCE va mécaniquement accroître la pression pour de nouvelles réformes (avec le risque que, mal présentées, elles soient rejetées par les Français et en particulier la gauche), à l'inverse la victoire de Syriza pourra ne pas être sans conséquences pour la gauche française. La clé pour débloquer l'Allemagne et entraîner les autres pays européens est chez nous, mais la fragilité de notre majorité au Parlement pourrait nous empêcher de la saisir.
- La campagne de 2017 se prépare dès maintenant. Politiquement, le second mandat devrait être celui d'un nouveau rassemblement : un repli sur notre base, dans le contexte politique actuel et avec l'enracinement du FN, serait dangereux. Il sera en outre difficile de proposer en 2017 une nouvelle liste de mesures, ou des ruptures. Mieux vaudra demander aux Français de poursuivre une dynamique, qui devra être déjà forte (pour qu'ils aient des réticences à la briser), et donc préparée en amont.

⇒ Les semaines et les mois à venir pourraient s'avérer être une période charnière. Soit pour trouver à bousculer l'ordre des choses et préparer un rebond politique, économique et programmatique ; soit pour laisser la vie politique reprendre son cours et les contraintes s'exercer sur nous (qui pourraient être plus grandes encore qu'auparavant compte tenu du calendrier politique), avec le risque qu'elles deviennent paralysantes.

⇒ Comment l'organiser ? Le système politique n'est manifestement pas prêt à nous y aider. L'UMP est incapable de prolonger l'unité nationale ; le PS est tiraillé et va coincer de plus en plus ; les centristes sont ballotés. Le FN s'est dès le départ désolidarisé.

Un prolongement du moment particulier ouvert par les attentats ne peut donc qu'être imposé, d'en haut. Dans un retour aux sources de notre tradition politique gaullienne : le mouvement, l'initiative, vient d'un homme qui possède à cet instant les outils de l'autorité.

C'est déjà, d'une certaine façon, ce qui a fonctionné ces derniers jours. Il n'y avait dans l'esprit des Français que le Président et le pays, en lien direct. Tout l'appareil politique, partisan et en partie médiatique a été mis de côté.

⇒ Que le Président pourrait-il proposer au pays ? **Pourquoi ne pas envisager un référendum à questions multiples** (les Français ont déjà été consultés une fois ainsi, en octobre 1945) **afin de répondre, d'un coup et de façon massive, aux attentes de renouveau pour la France et l'Europe ?**

Après consultation du Conseil constitutionnel (si les questions n'impliquent pas de révision constitutionnelle, une consultation du Parlement n'est pas nécessaire ; dans le cas contraire les juristes sont divisés), il pourrait être **soumis à l'approbation des Français en mai** - soit avant le vote des motions du Congrès.

Il pourrait porter sur les choix suivants :

- **un renouveau profond des pratiques politiques** : diminution du nombre de députés et sénateurs ; non-cumul des mandats ; mode de scrutin ; voire indépendance de la justice, droit de vote des étrangers ou statut pénal du chef de l'Etat ?
- **un renforcement de la cohésion nationale** : service civique obligatoire ; acte II de la refondation de l'école ?
- **un choc d'efficacité économique et sociale** : avec quelques marqueurs pour notre électorat (retenue à la source ?) ; et une remise à plat de l'apprentissage, de la formation professionnelle et des avancées sur le marché du travail (fluidités contre plus de garanties) acceptables par la gauche telle qu'elle est (c'est-à-dire beaucoup plus pragmatique que ses représentants).
- **et un prolongement européen de ce renouveau**, remettant la France à la pointe de l'initiative européenne : ce pourrait être, par exemple, dans la suite du programme de convergence esquissé avec l'Allemagne (feuille de route de mi-2013 et Conseil des ministres franco-allemand de début 2014), une série d'engagements réciproques concrets, atteignables, sur deux ans, visant à la convergence de certains paramètres fiscaux et sociaux (que l'onction populaire rendrait, en France, très difficile au Parlement à bloquer ; charge à l'Allemagne d'assurer la réalisation de sa part du chemin par ses propres moyens).

⇒ **La conférence de presse de février pourrait être le lancement de ce processus.** Une instance *ad hoc* pourrait dans un premier temps être mise en place pour préparer et préciser ces propositions. De même qu'un discret travail d'opinion pourrait surveiller les perceptions et ne retenir que celles dont l'approbation est réelle.

Lorsque les sujets seront bien circonscrits, il pourra alors être fait le constat de l'incapacité du système politique à les mettre en œuvre, et un référendum proposé pour que les Français se prononcent directement. L'essentiel sera alors d'aller vite, afin de prendre de front le sentiment d'un pays sclérosé, irréformable, et briser la source du déclinisme et des divisions.

⇒ Seul le Président peut demander aux Français de faire sauter tous les verrous d'un coup ; de prouver qu'ils sont capables de surprendre ; de leur donner l'occasion d'un sursaut de fierté.

Un référendum est toujours risqué. Mais plus les choix seront audacieux, plus les Français devraient préférer assouvir leur envie de changement – même avec un gouvernement qui ne leur plaît pas – plutôt que de se saisir de cette consultation pour envoyer un nouveau message de mécontentement – ce qu'ils pourraient faire à d'autres occasions, et à moindre frais pour eux-mêmes.

Rester à la hauteur de l'esprit du 11 janvier, dans le contexte politique, économique et social qui était celui d'avant les attaques et qui n'a sans doute pas évolué en profondeur, implique d'en faire un moment fondateur. Celui d'un changement. Le temps est peut-être venu de proposer aux Français déçus : le changement, c'est maintenant, et tout d'un seul coup !

Bernard POIGNANT